

Décision n° 99–734 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 10 septembre 1999 attribuant des ressources en numérotation à la société CVF S.A. (numéros non géographiques)

L'Autorité de régulation des télécommunications ;

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 34–10 et L. 36–7 ;

Vu le décret n° 96–1224 du 27 décembre 1996 relatif aux redevances dues pour les frais de gestion du plan national de numérotation et de contrôle de son utilisation ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 1997 établissant la valeur du coefficient qui fixe l'assiette des redevances pour le coût de gestion de la numérotation ;

Vu la décision n° 98–75 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 3 février 1998 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation modifiée ;

Vu la décision n° 98–1046 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 23 décembre 1998 relative à l'évolution du plan de numérotation pour les numéros non géographiques de la forme 08 AB PQ MC DU modifiée ;

Vu les courriers de la société CVF S.A. reçus le 28 juin et le 16 août 1999 ;

Après en avoir délibéré le 10 septembre 1999 ;

Décide :

Article 1er –

Les numéros indiqués ci-dessous :

Numéros de la forme	Services
08 90 04 MC DU	Services à revenus partagés T3
08 91 04 MC DU	Services à revenus partagés T4
08 92 04 MC DU	Services à revenus partagés T5
08 93 04 MC DU	Services à revenus partagés T6
08 97 04 MC DU	Services à revenus partagés TF1
08 98 04 MC DU	Services à revenus partagés TF2
08 99 04 MC DU	Services à revenus partagés, autres tarifs

sont attribués à la société CVF S.A. pour les services correspondants, dans les conditions fixées par la décision n° 98–1046 du 23 décembre 1998 modifiée susvisée.

Article 2 –

La société CVF S.A. acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1, une redevance dont le montant et les modalités de versement sont fixés par le décret du 27 décembre 1996 et l'arrêté du 30 décembre 1997 susvisés.

Article 3 –

Conformément aux dispositions de l'article L.34–10 du code des postes et télécommunications, les numéros attribués à l'article 1 ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle. Ils sont incessibles et ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des télécommunications.

Article 4 –

Au 31 janvier de chaque année, la société CVF S.A. adresse à l'Autorité de régulation des télécommunications un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 –

Le chef du service technique de l'Autorité de régulation des télécommunications est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au demandeur et mentionnée au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 septembre 1999

Le Président

Jean–Michel Hubert